

# Les racines de la crise turque

**Derrière la crise diplomatique avec les États-Unis qui a précipité la chute de la monnaie locale, la Turquie souffrait de faiblesses structurelles camouflées par une forte croissance en partie artificielle. Détails de ses fragilités en cinq points.**

**STÉPHANIE FONTENOY**  
À ISTANBUL

► **Dettes en devise.** «Depuis des décennies, le principal problème de l'économie turque est le manque d'épargne. Le pays n'arrive pas à dégager suffisamment de capitaux pour pouvoir financer sa croissance», explique Deniz Ünal, économiste au CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales). D'où sa forte dépendance aux capitaux étrangers. «Depuis le resserrement de la politique monétaire américaine fin 2015, ces capitaux ont trouvé d'autres ports plus avantageux», poursuit Deniz Ünal.

À l'heure qu'il est, la dette extérieure de la Turquie n'est pas insurmontable. Elle était de 52% du PIB en 2017, mais devrait avoir atteint les 60% sous l'effet de la chute de la livre turque, puisque les banques et les entreprises sont financées en devises «En très peu de temps, à cause de la crise des changes et des primes de risques, cette dette peut doubler. C'est ce qui était arrivé lors de la crise asiatique de 1988», souligne encore l'économiste turc.

► **Une économie hypertrophiée.** «Le problème est qu'une grande partie de l'argent emprunté en devise va au secteur de la construction», souligne pour sa part Selva Demiralp, professeur d'économie à l'université Koç d'Istanbul. Or celui-ci est en surchauffe. Les sociétés de construction

qui remportent les marchés publics pour ce qu'on appelle les «Grands travaux d'Erdogan» (ponts, aéroport, centrale nucléaire) sont détenues par des hommes d'affaires

proches du pouvoir. Leurs prêts sont garantis par l'État. De quoi faire vaciller toute l'économie en cas de défaut.

Autre faiblesse structurelle: la dépendance énergétique record de la Turquie, qui pèse lourdement sur sa balance commerciale. «Elle conduit à une dépendance accrue de la Turquie à l'égard de ses fournisseurs en gaz et en pétrole que sont principalement ses voisins russe et iranien», souligne Deniz Ünal.

► **Largesses publiques.** Sous les deux premiers mandats de Recep Tayyip Erdogan, l'économie turque décolle, grâce à la modernisation des institutions entamée par l'ancien ministre de l'économie Kemal Dervis en 2001, puis sous le ministère d'Ali Babacan (2009-2014). On parle alors de miracle économique turc. Le pouvoir d'achat des Turcs double, la croissance est de 8,5% en 2010 et de 5,2% en 2014, quand Recep Tayyip Erdogan est élu président de la République.

Partisan d'une croissance forte et de faibles taux d'intérêt de la banque centrale, le nouveau chef de l'État fait adopter des mesures de soutien de l'économie et une fiscalité avantageuse pour les entreprises. Après la tentative de coup d'État de l'été 2016, craignant un ralentissement de la croissance, il multiplie les largesses publiques. La

croissance reprend de plus belle (7,4% en 2017) mais le déficit du compte courant se creuse (6%).

► **Pouvoir centralisé.** Les réformes de Kemal Dervis avaient installé dans les années 2000 des institutions financières indépendantes sur le modèle des pays avancés. La concentration du pouvoir entre les mains du président Erdogan a fait sauter tous les verrous. «Désormais, les responsables des autorités monétaires et de concurrence sont nommés par le président. Il n'y a plus de garde-fous. On peut se demander s'il s'agit vraiment d'autorités de régulation», déclare Deniz Ünal, l'économiste du CEPII. Les décisions de la banque centrale pour contenir une inflation à 16% sont subordonnées au pouvoir qui s'oppose à une hausse conséquente de ses taux directeurs.

► **Contexte géopolitique.** Un seul tweet du président américain Donald Trump le 10 août annonçant des sanctions économiques sur l'acier et l'aluminium turcs a précipité la chute de la monnaie locale. «La Turquie était à un point où un seul signal irrationnel pouvait la faire basculer en zone dangereuse», commente Noah Smith de l'agence Bloomberg.

Pour Deniz Ünal, c'est le système hérité de la crise de 2008 qui éclate, et qui pourrait donner le jour à un nouveau modèle d'alliances géopolitiques. La Turquie ne se tourne pas vers le Fonds monétaire international (FMI) pour éponger sa dette mais reçoit le soutien du Qatar à travers une promesse de 15 milliards de dollars d'investissements et pourrait solliciter l'aide à la Chine. «Nous sommes dans un monde qui ne fonctionne plus selon les anciens systèmes. Le président Erdogan défend la multipolarité. Il ne dit pas qu'il va quitter l'Otan. Mais avec l'arrivée de Donald Trump aux États-Unis, il se pourrait que

la Turquie finisse par quitter l'alliance», conclut l'économiste du CEPII.

## USA-TURQUIE NOUVELLES MENACES

L'escalade des tensions entre Washington et Ankara a fait à nouveau chuter hier le cours de la livre turque de près de 4%. Jeudi, le secrétaire au Trésor américain, Steven Mnuchin, a annoncé qu'il y aurait de **nouvelles sanctions si le pasteur Brunson n'était pas rapidement libéré.** En réponse à cette attaque, le ministre turc du Commerce, Ruhsar Pekcan, a déclaré vendredi matin qu'il **répliquerait à toutes nouvelles sanctions américaines.** Quant au pasteur Brunson, accusé de terrorisme, la justice turque a rejeté sa demande de libération. Le président Donald Trump a qualifié cette décision de «très mauvaise action» mais n'a pas annoncé de nouvelles mesures contre le pays.

# 52%

**L'endettement de la Turquie s'élevait à 52% en 2017. Il devrait avoir atteint 60% avec cette crise. Mais c'est surtout la forte dépendance aux capitaux étrangers qui inquiète les économistes turcs.**